



ENTRE DEUX TEMPÊTES

Notes sur la crise et la dynamique d'affrontement entre les classes qu'elle génère

Il est généralement considéré depuis quelques mois que la crise économique déclenchée en août 2007 par l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis est, sinon finie, du moins sur le chemin de la reprise. Le PIB a cessé de se contracter dans la plupart des principales puissances économiques, les bourses de par le monde sont reparties en hausse et le rythme auquel le chômage augmente a décéléré. Mais tout cela signifie-t-il que les mauvais temps sont finis et qu'une période de croissance et de prospérité nous attend ? L'embellie des derniers mois n'est-elle qu'un entre-deux (deux grandes tempêtes économiques en l'occurrence) ?

Christakis Georgiou

La première phase de la crise a commencé en août 2007 lorsque des fonds d'investissement ont fait faillite suite à l'éclatement de la bulle immobilière américaine et à la multiplication des défauts de paiement de crédits immobiliers. Très vite, s'est avéré que toutes les grandes banques américaines et que plusieurs de leurs

conscœurs européennes étaient impliquées dans ce marché et qu'elles allaient enregistrer de très grandes pertes. En outre, ne sachant pas qui parmi elles avait un volume important de mauvaises créances, une crise de confiance entre les banques s'est développée ; elles ont arrêté de se prêter mutuellement et ont augmenté leurs taux d'intérêts pour reconstituer leurs capitaux. Cela a provoqué un resserrement du crédit, le mécanisme par lequel la crise financière est devenue crise économique.

Cette première phase de la crise a duré jusqu'au 15 septembre 2008. Ce jour-là, la quatrième plus grande banque d'investissement au monde, *Lehman Brothers*, a fait faillite. Une sorte de trou noir s'est ouvert dans le système financier. S'en est suivie une période d'extrême volatilité et de panique sur les marchés financiers et notamment à Wall Street, avec nombre d'analystes expliquant que le capitalisme était au bord de la faillite. Il était désormais question de trouver une solution globale aux problèmes des banques (dont la quasi-totalité était insolvable) pour les remettre en situation de pouvoir recommencer à prêter aux entreprises et aux particuliers et ainsi d'enrayer la chute brutale de l'activité pour éviter que la récession ne se transforme en dépression.

L'aboutissement de ce processus est connu. Dans tous les pays, il y a eu des sauvetages de banques orchestrés par les États, le sauvetage de banques aux États-Unis atteignant les 700 milliards de dollars. Dans ce pays, outre les banques, l'État a secouru les deux gigantesques institutions de crédit immobilier (Fannie Mae et Freddie Mac) ainsi que le plus

grand assureur du monde, *AIG*. Ce dernier sauvetage était d'une importance particulière pour les économies européennes, puisque la faillite d'*AIG* aurait entraîné de lourdes pertes pour la *Deutsche Bank* et la *Société Générale* française. En parallèle, de gigantesques plans de relance ont été concoctés et mis en place en 2009. Tout cela a contribué à ce que le pire scénario – un effondrement généralisé du secteur bancaire – soit évité. Ce qui n'a pas empêché l'économie mondiale d'enregistrer la récession la plus profonde depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le commerce international a également enregistré sa contraction la plus brutale depuis 1946. En même temps, le chômage a flambé, notamment aux États-Unis et en Grande Bretagne où la flexibilité du marché du travail a permis aux entreprises de licencier plus massivement qu'en Europe. Dans cette dernière, le chômage a aussi augmenté, tout comme le chômage partiel, c'est-à-dire le maintien de l'emploi au prix d'une diminution des heures travaillées et rémunérées¹. Tout cela a conduit le magazine britannique *The Economist*, l'une des institutions les plus sérieuses de la presse bourgeoise à l'échelle internationale, de désigner la séquence économique en question de « grande stabilisation », par clin d'œil à la « grande dépression » des années trente. Et de sous-titrer ainsi : « *la récession a été moins calamiteuse que beaucoup ont craint. Ses suites seront plus périlleuses que ce que pensent beaucoup* »².

Et maintenant ?

La reprise se cantonne pour le moment à l'arrêt de la contraction du PIB dans les grands pays occidentaux et par une croissance plus accélérée en Chine notamment. Mais derrière cette façade, tous les signes convergent sur le constat que la reprise est, sinon nulle, au mieux famélique. Tout d'abord, le chômage continue d'augmenter. Aux États-Unis, il y a eu destruction nette de 85 000 emplois en décembre 2009, et en France le gouvernement admet ouvertement que le chômage continuera d'augmenter en 2010. L'évolution de l'emploi doit être corrélée à celle de la production. Celle-ci reste à des niveaux sensiblement plus bas que ceux d'avant le début de la crise³. L'INSEE conclut que la production industrielle s'est simplement stabilisée durant le dernier trimestre de 2009, en d'autres termes elle a arrêté de reculer, ce qui n'équivaut pas à de la « croissance ».

L'analyse qui semble s'imposer de cette corrélation est la suivante : avec la récession, les entreprises ont, pour se protéger, ralenti la production (ce qui a donné lieu à l'augmentation du chômage) afin de ne pas accumuler des stocks invendables. Il semble donc que maintenant, les entreprises ont écoulé leurs stocks et qu'elles se mettent à les reconstituer. Mais cela ne signifie pas que la consommation repartira.

La montée du chômage signifie que le revenu disponible des ménages se rétrécit et

que ceux-ci se mettent à épargner plus (donc dépenser moins) de peur que leur situation financière future se dégrade. S'il y a donc eu stabilisation, elle n'était aucunement due à une reprise de la consommation mais au soutien des pouvoirs publics à l'activité, par le biais des plans de relance.

Sauf que ces plans ne peuvent pas durer indéfiniment. Un jour pas très lointain⁴, les taux d'intérêts remonteront pour éviter le basculement dans l'inflation⁵ et les plans de soutien à l'automobile ne peuvent contribuer, au-delà d'une certaine limite, à la relance de la consommation⁶. Mais le facteur le plus important se situe ailleurs.

Il y a plus pessimiste encore que *The Economist*. En novembre dernier, la *Société Générale* a envoyé un rapport à ses clients où elle les préparait à un effondrement économique mondial pas très lointain. Son analyse était la suivante : les exercices gigantesques en interventionnisme étatique des deux dernières années n'ont pas éliminé le volume de mauvaises créances qui circule dans l'économie mondiale. Tout ce qu'ils ont réussi à faire a été de le transférer des bilans des banques aux comptes des États. En plus, ces derniers se sont lourdement endettés pour réunir les sommes d'argent qui ont constitué les plans de relance. Enfin, les deux années de récession ont beaucoup réduit les recettes fiscales des États. Le résultat de ces trois processus est que nous sommes devant ce que certains analystes bourgeois commencent à appeler « une crise fiscale des États ».

Les déficits publics atteignent désormais des niveaux record en temps de paix. 10% du PIB aux États-Unis, 8,7% en France, 12% au Royaume-Uni, 9,3% au Portugal, 12,5% en Grèce et 6% en Allemagne⁷. Le niveau de la dette publique flambe et met en question la solvabilité de certains États périphériques de la zone euro, notamment de la Grèce mais aussi dans un deuxième temps de la Lettonie, du Portugal et même de l'Espagne. Car une dette publique très importante signifie deux choses : une part plus importante des ressources fiscales de l'État consacrée au remboursement de la dette et de ses intérêts, et potentiellement (c'est le cas de la Grèce déjà) un coût plus élevé pour toute dette contractée dans cette situation. La concomitance des deux facteurs explique la tragédie grecque qui se joue tous les jours depuis le mois d'octobre. En effet, les investisseurs financiers internationaux (notamment les fonds spéculatifs et d'investissement) ne sont pas rassurés quant à la capacité de l'État grec à rembourser ses dettes et par conséquent demandent des taux d'intérêt plus élevés pour lui prêter. Mais si l'État grec ne réduit pas sa dette publique de façon à calmer ces investisseurs, il se peut que ceux-ci arrêtent complètement de lui prêter de l'argent entraînant un défaut sur ses obligations de paiement. Dans ce cas précis, d'un petit État européen, l'impact pourrait être aussi important que la faillite de *Lehman Brothers*.

Mais il n'y a pas que les petits États qui sont

Les déficits publics atteignent désormais des niveaux record en temps de paix

1. C'est notamment le cas de l'Allemagne. En France, le fardeau a été divisé entre les chômeurs partiels et les travailleurs en contrats précaires (interimaires ou CDD), ces derniers ayant perdu leurs emplois.

2. *The Economist*, 19 décembre 2009, p. 13.

3. Cf. site de l'INSEE. Notons que la production industrielle « se situe à -12,2 % par rapport au plus haut atteint au deuxième trimestre 2008 ». <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=10&date=20100210>

4. La *Banque Centrale Chinoise* a été la première en janvier à donner des signes qu'elle s'apprête à relever ses taux directeurs, suivie par la Fed en février.

5. Les bas taux d'intérêt favorisent l'emprunt et par ce biais la création monétaire. Or, si la création monétaire est plus rapide que la création de valeur dans le processus de production, les prix des marchandises augmentent, ce qui en même temps réduit la valeur de l'argent. Le pouvoir d'achat des salaires est réduit ainsi que la valeur des créances et de l'épargne. L'une des raisons pour lesquelles l'inflation pose problème aux capitalistes est qu'elle pousse les travailleurs à des grèves offensives pour des augmentations salariales pour compenser l'inflation. Et, le dollar partiellement à part, si l'inflation se perpétue, elle peut entraîner une crise de confiance en la devise du pays où l'inflation a lieu et provoquer une fuite massive de capitaux, un effondrement de la valeur de cette devise, des faillites en série des institutions financières du même pays et une grande crise économique.

6. Au mois de janvier en France, la consommation a reculé de 2,7%, notamment en raison de la fin de la prime à la casse automobile, les achats d'automobile ayant reculé de 16,7%.

7. La différence de niveau entre l'Allemagne et les autres pays ainsi que l'insistance particulière des allemands (notamment des responsables de la *Bundesbank*) en faveur de la réduction des déficits n'est pas un hasard. D'une part, l'Allemagne a un excédent commercial très important, d'autre part, en tant que première puissance économique européenne, elle tient particulièrement à la politique de l'euro fort, dont elle est l'inspiratrice, et prône donc une politique de rigueur. Tout cela a été possible cette dernière décennie en raison d'une politique de compression de la part salariale dans le PIB, appliquée notamment par le second gouvernement Schroeder. C'est la réaction à cette politique qui est la raison profonde de la recomposition de la gauche allemande et de l'émergence de *Die Linke*.

L'ensemble de ces mesures aura signifié l'un des plus grands transferts de richesse d'une classe sociale à une autre dans l'histoire du capitalisme

concernés. Même la dette publique des États-Unis, considérée comme une valeur de refuge pour les investisseurs financiers, pourrait voir sa note se dégrader si le niveau de cette dette publique ne redescend pas à des niveaux plus bas⁸. L'agence de notation Moody's a fait savoir que si la dette publique américaine n'est pas réduite prochainement, elle pourrait lui donner une plus mauvaise note. Sachant que c'est un geste similaire qui a déclenché en octobre dernier la panique autour de la dette grecque, on comprend qu'il ne s'agit pas d'une mince affaire.

Les États sont donc contraints de réduire les déficits et cela nécessitera des coupes dans leurs dépenses. Ces mêmes coupes auront l'impact exactement inverse de celui des plans de relance, c'est-à-dire qu'elles contribueront au ralentissement de l'activité et très probablement repousseront l'économie mondiale dans le rouge. La schizophrénie du système est telle que l'État récupère avec une main ce qu'il a donné avec l'autre quelque temps auparavant. Au passage, l'ensemble de ces mesures aura signifié (si elles ne butent pas sur une opposition frontale des travailleurs) l'un des plus grands transferts de richesse d'une classe sociale à une autre dans l'histoire du capitalisme, l'État y jouant le rôle de l'expropriateur en chef au service des grands capitalistes.

Que signifie tout cela pour la lutte des classes ?

La première chose qu'il convient de noter est que la stratégie de sortie de crise divise les classes dirigeantes partout dans le monde. Par delà les tensions qu'elle provoque entre blocs de capitaux (la bagarre sur les taux de change entre le dollar, le renminbi chinois et l'euro en sont un exemple⁹), la stratégie de sortie de crise crée deux pôles : ceux qui sont pour un maintien des conditions monétaires et fiscales laxistes pendant un long moment (comme Dominique Strauss-Kahn, patron du FMI, ou l'administration Obama) et ceux qui veulent revenir à des politiques orthodoxes le plus rapidement possible (la BCE ou le gouvernement allemand par exemple).

Pour ce qui est de la France, cette bagarre a été le plus clairement illustrée pendant le débat sur le grand emprunt¹⁰. Les partisans de l'approche laxiste voulaient un grand emprunt de 100 milliards d'euros. Ils ne l'ont pas obtenu puisque les partisans de la résorption rapide des déficits l'ont emporté. Le grand emprunt ne sera en réalité que de l'ordre de 22 milliards d'euros, les 13 autres provenant du remboursement par les banques de l'argent qui leur avait été versé lors du plan de sauvetage.

Evidemment, les divisions des classes dirigeantes ouvrent une brèche dans laquelle il faut s'engouffrer. Et c'est là que se situe la

leçon la plus importante à tirer de cette analyse. Car face aux déficits gigantesques, les États ont deux solutions : soit renoncer à les résorber et en même temps renoncer à disposer librement de leurs ressources fiscales en plus du risque de voir les pressions sur leurs devises s'accroître, ou bien attaquer les travailleurs du secteur public et ceux qui reçoivent des aides sociales pour équilibrer leurs comptes (il est difficile d'envisager qu'ils préféreront réduire leurs dépenses militaires, option qui ne serait prise qu'en dernier ressort). Le plus probable c'est que chaque État essaiera de faire les deux en même temps, suivant le rapport de forces avec ces mêmes travailleurs. En France par exemple, le gouvernement nous prépare des mesures de rigueur en même temps qu'il informe Bruxelles que le déficit public ne sera ramené sous la barre des 3% du PIB (prévu par le Pacte de Stabilité et de Croissance) qu'en 2013. En Allemagne, le gouvernement semble incapable de passer à l'offensive. La coalition de Merkel comporte des partisans farouches de l'orthodoxie budgétaire et fiscale, mais la montée de *Die Linke* et de la combativité des travailleurs allemands ces dernières années, ainsi que l'équilibre précaire sur lequel repose le gouvernement allemand, signifient que Merkel hésite. Mais en Grèce et en Irlande, la rigueur a déjà été annoncée. De même, le gouvernement britannique a laissé entendre qu'après les élections législatives de mai prochain, les coupes dans les dépenses administratives de l'État pourraient atteindre 15% dans certaines administrations. Autant dire que si les conservateurs de Cameron gagnent les élections de mai prochain (ce qui semble quasiment sûr), l'attaque sera d'une ampleur bien plus vaste¹¹.

Les ingrédients sont réunis donc pour un changement à une échelle de masse de la perception qu'ont les travailleurs de l'action et du rôle de l'État dans la lutte des classes. Alors qu'au moment des sauvetages, les sondages montraient une remontée de la popularité des dirigeants comme Sarkozy, Brown ou Obama, nous sommes aujourd'hui dans une trajectoire où l'État sera directe-

Entrer dans une zone de turbulences signifie qu'il peut y avoir des retournements brusques dans la situation

ment celui qui infligera aux travailleurs une réduction de leur niveau de vie. Jusqu'ici, la principale forme qu'a pris la résistance aux effets de la crise a été la résistance face aux licenciements dans le secteur privé (l'affaire



des *Contis* et les séquestrations de patrons en France, les occupations d'usines en Grande Bretagne – *Visteon* et *Vestas* – ou aux États-Unis en janvier 2009 – *Republic Doors and Windows* à Chicago). En France nous avons déjà eu des journées appelées par les confédérations syndicales en janvier et en mars

Une chose est sûre : la crise est tellement profonde et le répertoire des réponses dont disposent les capitalistes si réduit, qu'ils n'ont pas d'autre choix que de nous attaquer farouchement

2009. La stratégie adoptée par les directions syndicales n'a pas permis d'amplifier la dynamique. Mais si elles ont pu éviter la confrontation en 2009, la pression sera autrement plus grande dans les prochains mois pour agir, d'autant plus que se profile une grosse bagarre sur la question du régime général des retraites.

Il sera donc fort difficile pour les États de continuer à se poser en sauveurs de l'économie en même temps qu'ils taperont fort sur les travailleurs. La tâche des anticapitalistes va être de contribuer à organiser la riposte et d'expliquer que l'on ne doit rien attendre de l'État. Nous entrons maintenant dans une zone de turbulences fortes. Beaucoup dans la gauche radicale ont pu croire que

vu l'ampleur de la crise, la riposte du mouvement ouvrier était beaucoup trop timide. Mais il n'y a pas de corrélation directe entre l'éclatement d'une crise économique et celle de résistances de masse. Un point qui doit nous donner confiance est que le groupe des travailleurs qui va être en ligne de mire

dans les années qui viennent – celui du secteur public – est le groupe de travailleurs le mieux organisé. Les taux de syndicalisation y sont plus élevés¹² que la moyenne nationale et durant les quinze dernières années, une série de luttes dans ce secteur a créé une tradition de com-

bativité, à partir de celles de novembre-décembre 1995, en passant par celles de mai juin 2003 ou encore les différentes occasions durant lesquelles les cheminots ont pu montrer leur force¹³. Mais entrer dans une zone de turbulences signifie également qu'il peut se produire des luttes là où l'on ne s'y attend pas ou qu'il peut y avoir des retournements brusques dans la situation. Une chose est cependant sûre : la crise est tellement profonde et le répertoire des réponses dont disposent les capitalistes si réduit, qu'ils n'ont pas d'autre choix que de nous attaquer farouchement. Et nous n'avons qu'un seul choix, celui de leur opposer une résistance sans faille et à terme une alternative générale et durable au chaos que leur système ne cesse de produire.

8. Cf. « La dette publique pourrait coûter aux États-Unis leur note AAA », *Les Echos*, 5 et 6 février 2010.

9. Dans les prochains numéros de la revue, il y aura des analyses de cet aspect particulier de la situation politique. Pour une première appréciation, cf. Chloé Degois « Impérialisme et Crise », *Que faire ?*, n° 1 (nouvelle formule), disponible en ligne ici : <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-no01-aout-octobre-2009/Imperialisme-Crise>

10. Pour une analyse plus détaillée de cette affaire, voir « Grand emprunt : la bourgeoisie en temps de crise », *Tout est à Nous*, 24 décembre 2009, disponible en ligne ici : <http://www.npa2009.org/content/grand-emprunt-la-bourgeoisie-en-temps-de-crise>

11. Cf. Sur la situation dans les différents pays européens ainsi qu'aux États-Unis, le dossier du dernier numéro d'*International Socialism Journal* (numéro 125), pp. 3-42. Par ailleurs, au moment de la mise sous presse du présent numéro, une grève générale secouait la Grèce, des dizaines de milliers de travailleurs manifestaient en Espagne contre la réforme de l'âge du départ à la retraite, des grèves dans le secteur public se profilaient au Portugal et en Grande Bretagne et les grèves dures dans le privé se multipliaient : *Total, Air France, aigulleurs du ciel* à Paris, *Lufthansa, British Airways*.

12. Cf. L'article de Leila Soula et Goulven Schaal « Le syndicat : un outil pour l'anticapitalisme », *Que faire ?*, n° 1 (nouvelle formule), disponible en ligne ici : <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-no01-aout-octobre-2009/Le-syndicat-un-outil-pour-l>

13. Cf. L'article de Denis Godard « 1995-2007, les luttes en France », *Que faire ?*, n° 6 (ancienne formule), disponible en ligne ici : <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-lcr-no06-septembre/1995-2007-les-luttes-en-France>